

GROS PLAN SUR

Financement national de la santé



© Le Fonds mondial / David O'Dwyer

Les exigences du Fonds mondial en matière de cofinancement ont incité les pays à engager 6 milliards de dollars supplémentaires dans leurs programmes de santé pour la période 2015/2017.

Le défi

Au regard de la multiplication des priorités en matière de développement mondial et d'une liste de problèmes urgents qui ne cesse de s'allonger dans les pays donateurs, les modèles classiques de financement du développement restent en-deçà de ce qu'il faudrait pour mettre un terme aux épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme.

Les dépenses de développement consacrées à la santé ont augmenté au rythme de 11,4 pour cent par an entre 2000 et 2010, une progression qui a considérablement ralenti entre 2010 et 2016 pour ne plus atteindre que 1,8 pour cent par an. Le financement de la lutte contre le VIH, qui est depuis de nombreuses années le principal pôle d'action en matière de santé mondiale,

a commencé à diminuer. De même, l'histoire que l'on peut lire dans le Rapport 2017 de l'OMS sur le paludisme dans le monde est celle d'une stagnation du financement et de progrès au point mort. L'OMS fait également état d'un déficit de financement de 2,3 milliards de dollars pour une riposte complète à l'épidémie mondiale de tuberculose.

Les partenaires de la santé mondiale doivent, de toute urgence, trouver de nouvelles sources de financement en dehors des circuits habituels. Ces efforts sont essentiels pour atteindre l'objectif mondial consistant à mettre un terme aux épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme d'ici à 2030. L'accroissement du financement national de la santé est aussi un élément central pour assurer la sécurité sanitaire mondiale.

L'occasion

Encourager et stimuler les investissements nationaux dans la santé est une composante essentielle de l'évolution du Fonds mondial vers des programmes de santé pérennes dans tous les pays où le partenariat investit.

Or, ces efforts pour inciter les pays qui mettent en œuvre ses programmes à investir davantage portent leurs fruits. De nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire assument de plus en plus la responsabilité du financement de la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme, ainsi qu'à d'autres maladies. Dans un esprit de responsabilité partagée et de solidarité mondiale avec la communauté internationale, ces pays prennent les devants et investissent dans les secteurs habituellement réservés aux investissements étrangers pour le développement.

La politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement vise à soutenir les pays qui progressent vers un financement intégralement national de leurs systèmes de santé et de la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme. Dans sa stratégie 2017/2022, le Fonds mondial s'engage à travailler avec tous les pays maîtres d'œuvre en vue d'accroître la mobilisation des ressources nationales à l'appui de tous les programmes de santé,

en insistant sur l'investissement dans des programmes de soutien aux populations clés et vulnérables. Le cofinancement est au cœur de cette stratégie.

Par « cofinancement », on fait référence au partenariat qui unit le Fonds mondial et le pays en vue de contribuer à la viabilité des programmes à long terme. L'accord de cofinancement exige des pays qui reçoivent des ressources du Fonds mondial qu'ils apportent leurs propres contributions à leurs programmes de lutte contre les maladies et à leurs systèmes de santé en tenant compte de leur développement économique. Un minimum de 15 pour cent de la somme que le Fonds mondial alloue à chaque pays prend la forme d'un encouragement au cofinancement auquel les pays n'auront accès que s'ils engagent des investissements nationaux supplémentaires dans la santé.

De nombreux pays avaient déjà entamé ce virage vers une augmentation des investissements publics avant même que le Fonds mondial n'adopte ses exigences de cofinancement. Il n'en résulte pas moins que ces exigences ont dynamisé les dépenses de santé en incitant les pays à consacrer 6 milliards de dollars supplémentaires à leurs programmes de santé pour la période 2015/2017. Cela représente une hausse de 41 pour cent du financement national par rapport à la période 2012/2014.

Financement innovant

Le Fonds mondial soutient les innovations qui accroissent les investissements nationaux dans la santé. Nous apportons aux gouvernements nationaux des outils leur permettant de mobiliser de nouveaux partenaires et de nouvelles sources de financement dans le pays, de manière à étendre les possibilités de collecte de fonds. Il n'existe pas de façon d'aborder la question du financement innovant qui conviendrait à tout le monde. Chaque solution est conçue de manière à s'adapter au mieux au contexte propre à chaque pays.

Par exemple, le Zimbabwe a institué en 1999 une « cotisation sida », qui est un impôt de 3 pour cent prélevé sur le revenu de tous les salariés et de la plupart des entreprises dans le pays. L'argent ainsi collecté a considérablement augmenté depuis 2009, année où l'économie du pays s'est stabilisée. Ainsi, les ressources générées par la contribution sida ont bondi de 5,7 millions de dollars US en 2009 à 38,6 millions en 2014. Selon la direction du Conseil national du sida du Zimbabwe, au moins 50 pour cent du total des fonds collectés grâce à cette contribution sida seraient consacrés à la thérapie antirétrovirale. Associées aux investissements du partenariat du Fonds mondial et d'autres partenaires bilatéraux, ces ressources sont essentielles à la riposte contre le VIH dans le pays. De plus, la Tanzanie vient de mettre sur pied un fonds fiduciaire de lutte contre le sida. En Inde, Tata Trusts et le Fonds mondial ont lancé le Fonds indien pour la santé, une initiative novatrice destinée à recueillir des fonds dans le pays et à investir ces ressources dans des solutions à des problèmes de santé majeurs, à commencer par la tuberculose et le paludisme. C'est de ces investissements innovants dirigés par les pays que dépendra la pérennité des ripostes nationales au VIH, à la tuberculose et au paludisme.

© Le Fonds mondial / Mia Collis



Jadis travailleuse de sexe et consommatrice de drogues par injection, Rehema Mpili a cessé de consommer des drogues et conseille, en tant que professionnelle de la santé qualifiée, d'autres personnes qui le font. Le Fonds mondial soutient la formation du personnel de santé en Tanzanie afin de fournir une prise en charge et un soutien aux populations vulnérables et de prévenir la propagation du VIH en leur sein.

À propos du Fonds mondial

Le Fonds mondial est une organisation du 21^e siècle conçue pour mettre plus rapidement un terme aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Formant un partenariat entre les autorités publiques, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par les maladies, le Fonds mondial collecte et investit près de 4 milliards de dollars US par an à l'appui de programmes dirigés par des spécialistes locaux dans plus de 100 pays. Les frais de fonctionnement du Fonds mondial représentent approximativement 2 pour cent des subventions qu'il gère, ce qui indique un degré d'efficacité exceptionnellement élevé. En remettant en cause les obstacles et en adoptant des démarches novatrices, nous œuvrons ensemble à aider plus efficacement les personnes touchées par les maladies.

Décembre 2017

theglobalfund.org